

AUJOURD'HUI

**Ottawa refuse un moratoire sur son projet de TPS**

Le gouvernement Mulroney a refusé, face à l'opposition croissante de la population à sa TPS, de décréter un moratoire sur son projet de taxe généralisée. **B-3**

**Avis défavorable au projet d'usine de jantes d'aluminium**

Le projet de 50 millions \$ pour bâtir à Louiseville une usine fabriquant des jantes de roues se heurte maintenant à un premier avis défavorable de la CPTA. **B-2**

**La Jeune chambre de Québec se rendra en France**

En septembre prochain, la Jeune chambre de commerce du Québec métro donnera suite à un projet de déléguer de 15 à 20 de ses 400 membres en France. **B-3**

LES INDICES

**DOLLAR**  
84,69 - 54/100

**OR**  
398,10 \$ US + 0,10

**ARGENT**  
6,054 \$ Can.

**DOW JONES**  
2695,72 + 7,88

**TSE 300**  
3757,39 + 22,76

**XXM**  
1926,72 + 11,52

**Le comité de surveillance de l'OPEP se réunit à Vienne**

Plusieurs ministres du Pétrole de l'OPEP sont arrivés hier à Vienne, à la veille de l'ouverture de la réunion de leur comité de surveillance. **B-4**

**Le graphite de Mazarin n'intéresse plus Princeton**

Princeton Mining Corp. n'a pas donné suite à son projet d'investissement pour la mise en valeur du gisement de graphite du Lac Knife, non loin de Fermont. **B-5**

**Mérieux soupçonné de ne pas tenir ses engagements**

Mérieux est soupçonné de ne pas tenir ses engagements vis-à-vis Connaught BioSciences, de Toronto, dont il va licencier les principaux dirigeants. **B-7**

LA CHRONIQUE

**Cinq noms représentent l'héritage de Jean Campeau**

Jean Campeau n'avait hier qu'une recommandation à faire à son éventuel successeur : garder les premiers vice-présidents de la Caisse de dépôt. **B-3**

# Le rendement de la Caisse de dépôt a été de 16,94 % en 1989

MONTREAL — Le rendement de la Caisse de dépôt et de placement a été de 16,94 % l'an dernier, soit 11,9 % de plus que le taux d'inflation.

par HÉLÈNE BARIL  
LE SOLEIL

Il s'agit de la meilleure année de la décennie pour la caisse, a souligné le président, M. Jean Campeau, lors de la présentation de son 10<sup>e</sup> et probablement dernier rapport d'activités.

La société d'État a fait mieux que la moyenne de l'industrie dans toutes ses catégories de placement sauf une, où elle a égalé le rendement moyen.

Conséquemment, l'actif a fait un bond sans précédent de 5,7 milliards \$ à 37,5 milliards \$.

Sur un cycle économique complet de huit ans, le rendement de la caisse atteint 15,9 % ou 11 % après inflation.

Pour l'exercice précédent, le taux de rendement réel avait été de 6,5 % et de 0,5 % seulement en 1987, l'année du krach.

Pour 1989, la caisse est particulièrement fière de sa perfor-

mance sur le marché boursier canadien qui pour la première fois de son histoire a été supérieure à l'indice de référence, le TSE 300. Le portefeuille d'actions canadiennes de la caisse affiche un rendement de 22,7 % contre 21,4 % pour le TSE 300. Plus des deux tiers des gestionnaires de portefeuille au Canada n'ont pu égaler le TSE 300, a souligné M. Campeau.

Le portefeuille d'actions internationales a eu un rendement de 15,9 % contre une moyenne de 13,6 %. Les actions comptent pour 31 % de l'actif de la caisse.

L'autre bonne performance a été réalisée sur le marché obligataire (50,8 % de l'actif), avec un taux de rendement de 14,6 % contre 12,8 % de référence Scotia McLeod.

Le rendement supérieur de ces deux secteurs représente 495 millions \$ de plus dans les coffres de la caisse.

Le rendement des finance-

ments hypothécaires (5,9 % de l'actif) est le même que la moyenne du marché (12,4 %) tandis que le portefeuille du marché monétaire (7,5 % de l'actif) a fait un peu mieux que l'industrie (12,5 contre 12,4 %).

Quant aux immeubles, un secteur dont l'importance a doublé depuis l'acquisition d'Ivanohe (4,8 % de l'actif) et pour lequel il n'existe pas d'indice de comparaison, leur taux de rendement a été de 15,9 %.

M. Campeau a fait savoir hier que des partenaires se sont joints à la caisse dans Ivanohe et ont pris une participation de 6,2 % pouvant être doublé (12,4 %) d'ici trois ans. Ce sont les caisses de retraite des employés de l'université Laval, de l'Université de Montréal, d'Alcan, de la Banque nationale, du mouvement Desjardins, de la STCUM et des policiers de la CUM, par ailleurs déjà partenaires de la caisse, qui se sont engagés à investir jusqu'à 130 millions \$ dans Ivanohe.

Par ailleurs, M. Campeau a refusé de dire si la caisse avait, comme d'autres institutions financières, préparé une étude sur les impacts économiques du

rejet de l'entente du lac Meech qui conduirait à la souveraineté du Québec. « Quels que soient les événements, la caisse est équipée pour faire face à la situation », a-t-il affirmé.

Selon lui, le fait qu'Hydro-Québec doit payer un taux plus élevé qu'Hydro-Ontario pour se financer n'est pas dû à l'incertitude politique mais plutôt aux effets de la politique monétaire de la Banque du Canada qui affectent plus l'économie québécoise.

De même, le président de la caisse a refusé de spéculer sur son avenir et sur les rumeurs qui le voient déjà chez Québecor. Il a répété qu'il avait accepté de rester à son poste « pour quelques mois » mais qu'il n'envisageait pas un autre mandat de 10 ans. « Il est temps que d'autres prennent la place », a-t-il lancé.

Au sujet de Noverco, M. Campeau a été encore moins loquace. « Le dialogue a toujours existé et continue d'exister » entre la caisse et Canam Manac, a-t-il eu comme réponse.

Chronique en page B-3

## Le ministre Wilson n'a pas réussi à convaincre les personnes âgées du bien-fondé de la TPS

MONTREAL — Le ministre des Finances Michael Wilson, qui croyait convaincre les personnes âgées de la nécessité de sa TPS, s'est buté à un mur hier. La Coalition des aînés a quitté les lieux de la rencontre après quelques minutes, sans même écouter ce que le ministre avait à dire.

par LIA LEVESQUE  
de la Presse canadienne

Mme Yvette Brunet, porte-parole de la coalition, n'a cependant pas laissé passer l'occasion de dire au ministre ce que ses membres pensaient de la Taxe sur les produits et services.

C'est lorsque le ministre a voulu répondre que la trentaine de représentants des personnes âgées s'est levée, prestement, et a quitté la salle.

Trois représentants, toutefois, sont restés pour écouter quand même les commentaires du ministre.

Le ministre Wilson voulait justifier la TPS, expliquer en quoi elle est devenue nécessaire pour assainir les finances publiques.

Le ministre voulait surtout dire qu'un mécanisme de protection permet aux personnes à faible revenu de réclamer un crédit d'impôt lorsqu'elles remplissent leur déclaration.

Les personnes âgées n'ont pas voulu l'écouter. « On ne veut pas qu'ils disent après ça que les personnes âgées ont compris », justifiait Mme Brunet.



Malgré quelques beaux sourires en présence des journalistes, la rencontre des personnes âgées et du ministre Wilson s'est mal terminée.

Le ministre n'a guère apprécié leur attitude, semble-t-il (les journalistes avaient été exclus de la salle au début de la rencontre).

Selon Mme Brunet, il leur a même dit qu'ils avaient un comportement d'enfants.

« On nous dira qu'on se conduit comme des enfants; ça ne nous dérange pas. Il y a d'autres moyens qu'on va prendre pour poursuivre cette action-là », avertissait-elle.

Mme Brunet et les membres de la coalition jugent « régressive et injuste » la TPS.

Elle affectera plus encore les personnes âgées, qui sont reconnues pour avoir un revenu moindre.

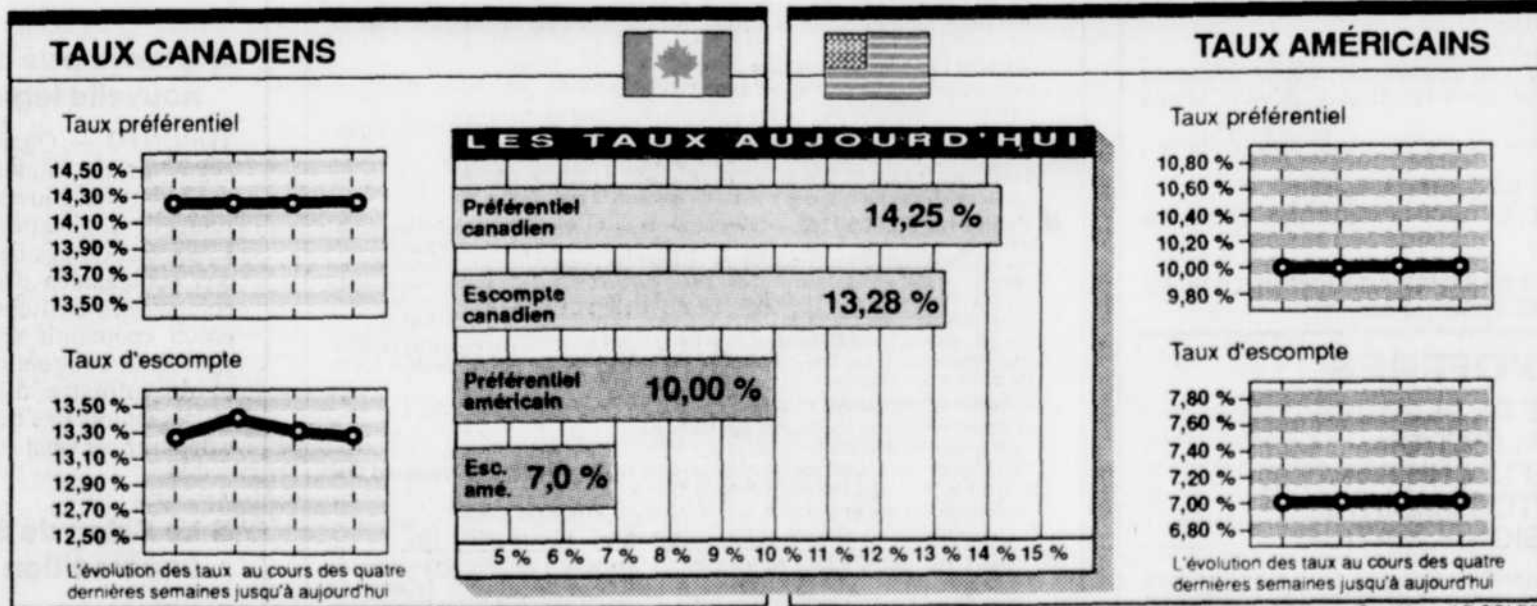
Le crédit d'impôt qui vise à corriger cette lacune n'est qu'un « bonbon », aux dires de Mme Brunet. Cela ne répare rien l'injustice. « On l'a assez payé son déficit. »

À leur sortie de la rencontre, les personnes âgées devaient se réunir et manifester avec leurs pancartes.

Elles en ont non seulement contre la TPS, mais aussi contre des modifications qui affectent l'universalité des pensions de vieillesse.

La Coalition des aînés représente 15 associations de personnes âgées, comme la Fédération de l'âge d'or du Québec, le Forum des citoyens âgés, les retraités du gouvernement du Québec.

Autre texte page B-3



La Banque du Canada a abaissé son taux d'escompte de 13,31 à 13,28 %, hier, malgré une dépréciation notable du dollar. La banque centrale semblait satisfaite de laisser les taux d'intérêt relativement inchangés et de laisser le dollar fléchir, tandis que l'argent des spéculateurs étrangers entretenait la volatilité des cours de la devise. « Certains mouvements du dollar sont difficiles à expliquer », avait George Saba, chef économiste au Montréal Trust. Que ce soit l'incertitude autour de l'accord du lac Meech ou les mouvements sur les marchés financiers internationaux, tout peut influencer le dollar, qui a connu des hauts et des bas cette semaine, observait le spécialiste. Le dollar

canadien est tombé à 84,78 cents US, hier à l'ouverture des marchés des changes, une baisse d'un demi-cent par rapport à la veille en clôture où, il affichait 85,23 cents US, son plus haut niveau depuis la mi-janvier. En milieu de matinée, il avait repris un peu de terrain jusqu'à 84,87 cents US. « Pourquoi avait-il monté aussi haut ? Voilà la vraie question » de dire M. Saba. De l'avis de son confrère chez Wood Gundy Ltd, Jeff Rubin, la montée du dollar canadien ces dernières semaines jusqu'à un sommet de 85 cents US mardi et mercredi, était le fait d'investisseurs « planquant » leur argent au Canada jusqu'à ce que les taux d'intérêt au Japon et en Allemagne se mettent à monter.

REPÈRES

**Difficile retour à la normale**

Une nouvelle étape du retour des pays d'Europe de l'Est dans le giron occidental vient d'être franchie avec l'octroi à la Hongrie, après la Pologne, d'un prêt du FMI.

Les négociations se poursuivent avec la Bulgarie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, mais le grand basculement historique d'une partie du monde communiste dans l'économie de marché ne se fait pas sans pincements de coeur, ni inquiétudes.

C'est ce dont témoignent des informations sur la situation économique en Hongrie, où les autorités éprouveraient quelque difficulté à administrer les potions amères du FMI qui se traduisent par du chômage et une baisse du niveau de vie. Les experts du Fonds restent confiants mais admettent que la partie n'est pas gagnée et que la situation sociale des pays de l'Europe de l'Est risque d'être très délicate dans les mois qui viennent.

Le FMI a accordé une ligne de crédits de 206 millions \$ US à la Hongrie.

Ce feu vert au programme de réformes économiques de Budapest devrait également lui ouvrir l'accès à un prêt de 1 milliard \$ promis par la CEE et auquel devraient participer les États-Unis et le Japon.

La Banque mondiale s'approprierait de son côté à accorder à la Hongrie, dans les prochaines semaines, un prêt d'ajustement structurel de 200 millions \$ et d'autres financements pour des projets de développement pour un montant total de 400 millions \$.

La Pologne a bénéficié début février d'un prêt du FMI de 723 millions \$ et d'un crédit de 360 millions \$ de la Banque mondiale. Cette institution a proposé une aide au développement de 2,5 milliards \$ à la Pologne et prévoit de prêter plus de 5 milliards \$ pour la reconversion économique de l'Europe de l'Est.

Enfin, la future Banque européenne de Reconstruction devrait offrir davantage de moyens pour le développement de l'Europe de l'Est, alors que les initiatives et les investissements privés se multiplient.

Mais la circonspection demeure de rigueur. Alors que les élections approchent à grands pas en Hongrie, des responsables économiques et politiques hongrois ont fait état d'une « perte de contrôle » par le gouvernement. Les pouvoirs politiques reculerait devant les décisions difficiles et des experts hongrois évoquent la possibilité d'une crise avec le FMI.

Le souhait de la Hongrie de transformer en accord triennal sa ligne de crédits et d'en augmenter le montant est vu assez favorablement au FMI.

Ancien modèle de libéralisme économique au sein des pays de l'Est, la Hongrie a toujours paru plus facilement adaptable que les autres pays à une économie de marché. Mais c'est avec Budapest que les négociations ont été les plus difficiles. Il est apparemment d'autant plus difficile de renoncer temporairement aux fruits de la société de consommation qu'on y a déjà goûté.

par JEAN-PIERRE BENOIT  
de l'Agence France Presse

# Avis défavorable de la CPTA au projet d'usine de jantes de roues d'aluminium de Louiseville

Déjà en difficulté, le projet de 50 millions \$ pour bâtir à Louiseville une usine fabriquant des jantes de roues se heurte maintenant à un premier avis défavorable de la Commission de protection du territoire agricole.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

Selon le rapport d'analyse de la CPTA, daté du 9 mars, les autorités régionales et municipales n'ont pas fait leur devoir dans ce dossier de la multinationale Reynolds visant la transformation de l'aluminium et la création de 350 emplois.

La Commission souligne que les terrains désignés pour accueillir les installations comptent parmi les meilleures terres agricoles de la province: 98% sont de la classe 2, elles font donc partie de la zone «bunker» de la MRC, c'est-à-dire des sols exclusivement réservés à l'agriculture par Québec.

L'analyste Marc-André Bertrand déplore qu'aucune étude n'ait été menée pour diriger le projet vers des zones boisées ou non cultivées de la ville. En outre, souligne-t-il, le dézonage requis en annonce d'autres puisque Louiseville a en tête d'établir un parc industriel.

L'implantation de telles installations découle d'engagements gouvernementaux. La future usine doit être subventionnée par le Fonds Laprade qui a notamment pour but de permettre à Louiseville de récupérer une partie des emplois perdus ces dernières années, note la CPTA.

Or, poursuit l'analyste, ce ne sont pas les terres au faible potentiel agricole qui manquent dans la région. Celles de Bécancour, sur la rive sud à la hauteur de Trois-Rivières, n'ont pas fait l'objet d'une analyse poussée, dit-il. Autour de Trois-Rivières, il existe également des terrains pauvres.

Comme solution de rechange, la Commission suggère d'examiner la candidature de Pointe-du-Lac. «Avec une bonne politique d'embauche, le gouvernement aurait pu contrer les pertes d'emploi survenues dans le secteur de Louiseville.» La CPTA, «face à la faiblesse de la demande», préconise le refus de l'autorisation.

**LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA CONTRE L'INCENDIE**  
**AVIS DE CONVOCATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**  
AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que l'assemblée générale annuelle de LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA CONTRE L'INCENDIE (ci-après appelée «la Compagnie») sera tenue au 1075, Bay Street, Toronto (Ontario), le lundi 2 avril 1990, à 14 heures. Au cours de cette assemblée, il sera procédé:

**VILLE DE BEAUPORT**  
**AVIS PUBLIC**  
ÉLECTION PARTIELLE DU 29 AVRIL 1990  
POUR LE DISTRICT ÉLECTORAL DE VACHON (NUMÉRO  
AVIS PUBLIC AUX COPROPRIÉTAIRES INDIVIS D'UN IMMEUBLE  
ET AUX COOCCUPANTS D'UNE PLACE D'AFFAIRES

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné aux copropriétaires indivis d'un immeuble ainsi qu'aux cooccupants d'une place d'affaires qui n'ont pas déjà le droit d'être inscrits sur la liste électorale comme personne domiciliée, propriétaire unique d'un immeuble ou comme occupant unique d'une place d'affaires, que les conditions indiquées ci-dessous doivent être remplies pour pouvoir être inscrit sur la liste électorale de la municipalité dans le cadre de l'élection ci-haut mentionnée:

- 1-Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'une place d'affaires dans la municipalité depuis au moins 12 mois, le 2 mars 1990.
- 2-Être une personne physique majeure et de citoyenneté canadienne le 2 mars 1990.
- 3-Avoir été désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants qui sont électeurs le 2 mars 1990.
- 4-La procuration devra nous être transmise, au plus tard le 25 mars 1990, à l'adresse ci-dessous indiquée:

**BUREAU DE LA PRÉSIDENTE D'ÉLECTION**  
À l'attention de madame Josette Tessier  
10, rue de l'Hôtel-de-Ville  
Beauport, Qc  
G1E6P4

5-La procuration prend effet lors de sa réception et demeure valide pour toute élection tant qu'elle n'est pas remplacée.  
Fait à Beauport, le seizième jour de mars mil neuf cent quatre-vingt-dix.

La présidente d'élection  
Josette Tessier, greffière

## ville de SAINTE-FOY

### APPEL D'OFFRES FOURNITURE D'ACCESSOIRES DE BÉTON POUR L'ENTRETIEN DU RÉSEAU D'ÉGOUTS

Des soumissions sont demandées concernant la fourniture d'accessoires de béton pour l'entretien du réseau d'égouts, pour une période de 12 mois. Les formules de soumissions sont disponibles au service de l'Approvisionnement et des Équipements, 715, rue De Lestres, Sainte-Foy, Québec, G1V4E1, et ce à compter de 10 heures, le 16 mars 1990. Les soumissions sont reçues au bureau du greffier, à la division "Archives", jusqu'à 15h30, le 2 avril 1990. L'ouverture se fait à la Salle du Conseil à 16 heures le même jour. La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sainte-Foy, le 12 mars 1990.  
LE GREFFIER ADJOINT DE LA VILLE  
ME SERGE GIASSON

### APPEL D'OFFRES COUPE DE BORDURES ET TROTTOIRS POUR L'ANNÉE 1990

Des soumissions sont demandées concernant la coupe de bordures et trottoirs pour l'année 1990. Les formules de soumissions sont disponibles au service de l'Approvisionnement et des Équipements, 715, rue De Lestres, Sainte-Foy, Québec, G1V4E1, et ce à compter de 10 heures, le 16 mars 1990. Les soumissions sont reçues au bureau du greffier, à la division "Archives", jusqu'à 15h30, le 2 avril 1990. L'ouverture se fait à la Salle du Conseil à 16 heures le même jour. La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sainte-Foy, le 12 mars 1990.  
LE GREFFIER ADJOINT DE LA VILLE  
ME SERGE GIASSON

### APPEL D'OFFRES FOURNITURE DE VÉHICULES DIVERS

Des soumissions sont demandées pour la fourniture de véhicules suivants:  
a) 7 mini-camionnettes avec cabine allongée, capacité 1587 kg;  
b) 2 camionnettes 4x4, 4 portes, capacité 3855 kg;  
c) 2 mini-fourgonnettes, capacité 1814 kg;  
d) 1 camion-châssis 4x4, capacité 4990 kg;  
e) 1 camionnette 4x4 avec cabine, capacité 3855 kg.  
Les formules de soumissions sont disponibles au service de l'Approvisionnement et des Équipements, 715, rue De Lestres, Sainte-Foy, Québec, G1V4E1, et ce à compter de 10 heures, le 16 mars 1990. Les soumissions sont reçues au bureau du greffier, à la division "Archives", jusqu'à 15h30, le 2 avril 1990. L'ouverture se fait à la Salle du Conseil à 16 heures le même jour. La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sainte-Foy, le 12 mars 1990.  
LE GREFFIER ADJOINT DE LA VILLE  
ME SERGE GIASSON

### APPEL D'OFFRES FOURNITURE DE PLAQUES DE SIGNALISATION, PELLICULES RÉFLECTISSANTES, RUBANS AUTOCOLLANTS ET TIGES DE SIGNALISATION

Des soumissions sont demandées concernant la fourniture de plaques de signalisation, pellicules réfléchissantes, rubans autocollants et tiges de signalisation, pour une période de 12 mois. Les formules de soumissions sont disponibles au service de l'Approvisionnement et des Équipements, 715, rue De Lestres, Sainte-Foy, Québec, G1V4E1, et ce à compter de 10 heures, le 16 mars 1990. Les soumissions sont reçues au bureau du greffier, à la division "Archives", jusqu'à 15h30, le 2 avril 1990. L'ouverture se fait à la Salle du Conseil à 16 heures le même jour. La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sainte-Foy, le 12 mars 1990.  
LE GREFFIER ADJOINT DE LA VILLE  
ME SERGE GIASSON

## Transports Québec

**APPELS D'OFFRES**  
Sont admis à soumissionner les entrepreneurs dont le principal établissement (place d'affaires) est situé au Québec, qui possèdent une licence de la Régie des entreprises de construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes (lorsque cette licence est exigée), et qui ont commandé à leur nom propre une copie du dossier d'appel d'offres du projet.  
Les intéressés peuvent consulter ou obtenir le dossier d'appel d'offres, de même que les renseignements nécessaires à la présentation d'une soumission, en s'adressant aux bureaux suivants:

Service des contrats  
Ministère des Transports  
700, boul. Saint-Cyrille Est  
20<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4Y9  
Tel.: (418) 644-8848

Service des contrats  
Ministère des Transports  
255, boul. Crémazie Est  
1<sup>er</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 1L5  
Tel.: (514) 873-6061

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni toute autre soumission.  
Le sous-ministre,  
Jean-Marc Bard, F.C.A.

**Projet no 042-1601-0** — Contrôle de croissance sur diverses routes et autoroutes, dans les districts 04, 07, 10, 32 et 78, dans diverses municipalités des régions de Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, Maurice-Boss-Francis et Outaouais. Lorsque le fournisseur compte plus de cent employés, il doit être détenteur d'une attestation émise par le ministère des Approvisionnements et Services, à l'effet qu'il s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la charte des droits et libertés de la personne, si le contrat lui est adjugé. L'obligation explicite précédemment s'applique pour tout sous-contrat d'un montant de 100 000 \$ ou plus et s'adressant à un sous-contractant ayant plus de cent employés. On peut obtenir le dossier d'appel d'offres du projet moyennant une somme de 5 \$, non remboursable payable en espèces, par chèque ou par mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

**Garantie de soumission exigée:**  
— cautionnement de soumission: 1 600 \$ ou  
— chèque visé: 800 \$.

La réception des soumissions est faite au Service des contrats, 700, boulevard Saint-Cyrille Est, 20<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4Y9.

L'ouverture des plis se fera au bureau de Québec à l'adresse précitée.

La réception des soumissions prendra fin le mardi, 3 avril 1990 à 15h.

**Projet no 042-1602-0** — Stérilisation de sol dans les districts 56, 67, 63 et 77, sur diverses routes et autoroutes, dans diverses municipalités, des régions de Montérégie, Laurentides et Outaouais. Lorsque le fournisseur compte plus de cent employés, il doit être détenteur d'une attestation émise par le ministère des Approvisionnements et Services, à l'effet qu'il s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la charte des droits et libertés de la personne, si le contrat lui est adjugé. L'obligation explicite précédemment s'applique pour tout sous-contrat d'un montant de 100 000 \$ ou plus et s'adressant à un sous-contractant ayant plus de cent employés. On peut obtenir le dossier d'appel d'offres du projet moyennant une somme de 5 \$, non remboursable payable en espèces, par chèque ou par mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

**Garantie de soumission exigée:**  
— cautionnement de soumission: 1 400 \$ ou  
— chèque visé: 700 \$.

La réception des soumissions est faite au Service des contrats, 700, boulevard Saint-Cyrille Est, 20<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4Y9.

L'ouverture des plis se fera au bureau de Québec à l'adresse précitée.

La réception des soumissions prendra fin le mardi, 3 avril 1990 à 15h.

**Projet no 042-1603-0** — Stérilisation de sol dans les districts 07, 10, 13, 15, 24, 42, 36 et 51, sur diverses routes et autoroutes, dans diverses municipalités des régions de Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, Chaudières-Appalaches, Maurice-Boss-Francis, Estrie et Drummond-Yamaska. Lorsque le fournisseur compte plus de cent employés, il doit être détenteur d'une attestation émise par le ministère des Approvisionnements et Services, à l'effet qu'il s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la charte des droits et libertés de la personne, si le contrat lui est adjugé. L'obligation explicite précédemment s'applique pour tout sous-contrat d'un montant de 100 000 \$ ou plus et s'adressant à un sous-contractant ayant plus de cent employés. On peut obtenir le dossier d'appel d'offres du projet moyennant une somme de 5 \$, non remboursable payable en espèces, par chèque ou par mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

**Garantie de soumission exigée:**  
— cautionnement de soumission: 1 600 \$ ou  
— chèque visé: 800 \$.

La réception des soumissions est faite au Service des contrats, 700, boulevard Saint-Cyrille Est, 20<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4Y9.

L'ouverture des plis se fera au bureau de Québec à l'adresse précitée.

La réception des soumissions prendra fin le mardi, 3 avril 1990 à 15h.

**Projet no 294-1611-0** — Grattage et mise en forme sur divers chemins de gravier, dans diverses municipalités, M.R.C. Le Fjord-du-Saguenay, circonscription électorale de Dubuc pour les élections 1990, 1991 et 1992. On peut obtenir le dossier d'appel d'offres du projet moyennant une somme de 5 \$, non remboursable payable en espèces, par chèque ou par mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

**Garantie de soumission exigée:**  
— cautionnement de soumission: 4 000 \$ ou  
— chèque visé: 2 000 \$.

La réception des soumissions est faite au Service des contrats, 700, boulevard Saint-Cyrille Est, 20<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4Y9.

L'ouverture des plis se fera au bureau de Québec à l'adresse précitée.

La réception des soumissions prendra fin le mardi, 3 avril 1990 à 15h.

**Projet no 665-0901-0** — Construction d'une 4<sup>e</sup> voie de l'autoroute Décarie (A-15) entre la rue Jean-Talon et l'autoroute Métropolitaine, incluant des travaux de terrassement, structure de chaussée, revêtement de béton de ciment, enrobé bitumineux, éclairage, signalisation ainsi que divers travaux connexes, dans les municipalités de Ville Mont-Royal et Ville de Montréal, M.R.C. Communauté Urbaine de Montréal, circonscriptions électorales de Vigier, Anjou, Mont-Royal et Laurier Longueur, 7,23 km. On peut obtenir le dossier d'appel d'offres du projet moyennant une somme de 50 \$, non remboursable payable en espèces, par chèque ou par mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

**Garantie de soumission exigée:**  
— cautionnement de soumission: 400 000 \$ ou  
— chèque visé: 200 000 \$.

La réception des soumissions est faite au Service des contrats, 255, boulevard Crémazie Est, 1<sup>er</sup> étage, Montréal (Québec) H2M 1L5.

L'ouverture des plis se fera au bureau de Montréal à l'adresse précitée.

La réception des soumissions prendra fin le vendredi, 20 avril 1990 à 15h.

**Projet no 665-0936-9** — Réfection de la chaussée de deux (2) tronçons de l'autoroute Métropolitaine (A-40) incluant des travaux de démolition et réparation de dalles de béton, planage et pose d'enrobé bitumineux ainsi que divers travaux connexes, dans les municipalités de Ville d'Anjou, St-Leonard, Montréal et Ville Mont-Royal, M.R.C. Communauté Urbaine de Montréal, circonscriptions électorales de Vigier, Anjou, Mont-Royal et Laurier Longueur, 7,23 km. On peut obtenir le dossier d'appel d'offres du projet moyennant une somme de 10 \$, non remboursable payable en espèces, par chèque ou par mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

**Garantie de soumission exigée:**  
— cautionnement de soumission: 540 000 \$ ou  
— chèque visé: 270 000 \$.

## EN UN CLIN D'OEIL

### Conrad Black hausse sa part de Hollinger à environ 50 %

TORONTO — Le financier Conrad Black a acheté récemment des actions additionnelles de sa compagnie d'imprimerie et d'édition, indique le dernier rapport interne de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le 7 février, M. Black a acquis 500 000 actions de Hollinger inc. par l'entremise de la société de gestion Ravelston Corp., au montant de 12 \$ l'action. M. Black a également acheté 6000 actions additionnelles ce même jour, à 11 3/8 \$ l'action. Cet achat a haussé le nombre d'actions détenues par Ravelston dans Hollinger à 1,8 million. Les autres sociétés de gestion de Conrad Black — 536463 Ontario Ltd., Argus Corp. et Hollinger Argus Ltd. — détiennent un autre 25,7 millions d'actions de la compagnie d'édition. Ceci confère à Conrad Black le contrôle d'au moins 27,5 millions d'actions de Hollinger, soit environ 50 % des 55,1 millions actions de cette compagnie.

### Bénéfices annuels records pour Seagram

MONTRÉAL — Seagram enregistré des bénéfices nets consolidés jamais atteints de 710,57 millions \$ US (7,37 \$ par action) pour l'exercice annuel clos le 31 janvier dernier, en hausse de 20,5% par rapport à l'année comptable précédente. Le chiffre d'affaires consolidé de Seagram a atteint 5,58 milliards \$ pour l'année 1989-1990, en hausse de 10,4% par rapport à 1988-1989. Pour le quatrième trimestre clos le 31 janvier dernier, les bénéfices nets consolidés de Seagram ont été de 146,23 millions \$ (1,53 \$ par action), en hausse de 22,9% par rapport à la même période de l'année comptable précédente.

### André Bureau nommé président d'Astral Bellevue

MONTRÉAL — M. André Bureau a été nommé président et chef de la direction d'Astral Bellevue Communications inc., a annoncé hier M. Harold Greenberg, président et chef de la direction de la société mère, Astral Bellevue Pathé inc. M. Bureau, ancien président du CRTC occupera de plus le poste de vice-président du conseil d'administration d'Astral Bellevue Communications et d'Astral Communications International, dont le siège social est en voie d'être établi à Paris.

### Positron investit 2,1 millions \$ dans un nouveau produit

MONTRÉAL — Positron inc. investit 2,1 millions \$ en recherche et innovation dans le but de développer un poste de travail pour courtier en valeurs mobilières. La Société de développement industriel du Québec contribuera à ce projet en accordant un prêt participatif de 1 050 000 \$ et une exemption de remboursement d'intérêts pour la période de recherche, dans le cadre de son Programme d'aide à la recherche et à l'innovation. Positron inc. conçoit et fabrique des produits de haute technologie dans le domaine des télécommunications.

### La loi sur le financement agricole sera modifiée

QUÉBEC — Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Michel Pagé, vient de déposer le projet de loi 34 (Loi modifiant la Loi sur le financement agricole) qui obligera, sous peine de remboursement, le bénéficiaire d'une subvention de capital à faire de l'agriculture pendant une période de cinq ans. Une telle obligation n'existe pas dans l'actuelle loi sur le financement agricole. La disposition contenue dans le projet de loi 34 s'appliquera également à toute personne ayant qualifié une exploitation de groupe à une subvention de capital.

### Kodak Canada achète l'actif de Direct Film

MONTRÉAL — Kodak Canada vient d'acquiescer pour la somme de 2,6 millions \$ tous les éléments d'actif contenus dans les 115 établissements Direct Film qui ont fermé leur portes au début de février à la suite de la faillite de l'entreprise. Kodak Canada n'a pas l'intention de remettre en activité les établissements. Avec une réclamation de 15 millions \$, Kodak Canada est le plus important créancier ordinaire de Direct Film. Rappelons que plus de 700 personnes ont perdu leur emploi dans cette mésaventure. Direct Film leur devrait pour environ 1 million \$ de salaires.

### Les étudiants universitaires et Computerland s'associent

SAINTE-FOY — Dans le cadre du programme «garantie de prêt» consenti aux étudiants pour l'achat de micro-ordinateurs, annoncé l'automne dernier par le ministre Claude Ryan, le Regroupement RIQ Informatique inc., qui comprend 7 coopératives universitaires, a conclu une entente avec Computerland en vue de la fourniture à ses membres des produits tels que IBM, Apple, Compaq, Toshiba et Hewlett Packard. Ainsi un étudiant, qu'il soit de Rouyn, de Montréal, de Québec, de Rimouski ou de Chicoutimi, paiera toujours, pour un équipement identique, le même prix. Un étudiant universitaire ou de niveau collégial peut obtenir de Québec une garantie de prêt allant jusqu'à 3000 \$ dans le but de faire l'achat d'un micro-ordinateur. Sont admissibles à ce programme, les étudiants universitaires à plein temps ayant complété un semestre (12 crédits) ainsi que les étudiants de niveau collégial en techniques informatiques.

### Ottawa prié de déposer sa nouvelle législation financière

TORONTO — Quatre associations représentant les principaux segments de l'industrie des services financiers ont demandé ensemble au gouvernement fédéral de déposer au plus tôt sa nouvelle législation financière attendue depuis longtemps. L'Association des banquiers canadiens, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, l'Association des compagnies de fiducie du Canada et la Société canadienne de crédit coopératif ont présenté leur demande dans une lettre commune à l'attention du ministre des Finances, Michael Wilson, et du ministre d'État aux Finances, Gilles Loiselle. Les représentants des quatre associations y pressent les ministres de «déposer au plus tôt» la nouvelle législation.

### Le Salon de Ste-Marie redeviendra une tradition en Beauce

SAINTE-MARIE — Le Salon de l'industrie et du commerce de Sainte-Marie redeviendra une tradition chez les Beaucerons. Les Chevaliers de Colomb, qui avaient abandonné l'initiative, en 1987, après 14 présentations annuelles, ont maintenant une relève dans le club Kiwanis. L'événement aura lieu à l'aréna du 17 au 20 mai, regroupant une soixantaine d'exposants et offrant des prix de présence d'une valeur de 5000 \$. Raymond Hakim, qui agit à titre de promoteur, s'attend d'accueillir entre 6000 et 8000 visiteurs en misant sur la grande variété des exposants et des organismes qui y seront représentés.

# Le gouvernement Mulroney ne décrètera pas de moratoire sur son projet de TPS

OTTAWA — Le gouvernement Mulroney a refusé hier, face à l'opposition croissante de la population à sa TPS, de décréter un moratoire sur son projet de taxe généralisée.

par GUY TAILLEFER  
de la Presse canadienne

La proposition venait des néo-démocrates qui, faute de parvenir à convaincre le gouvernement de renoncer à sa taxe de 7 %, lui ont suggéré d'en suspendre au moins la mise en application et d'en étudier les alternatives.

Une suggestion que le ministre d'État aux Finances Gilles Loiselle s'est empressé de rejeter, affirmant que la TPS constituait la taxe sur la valeur ajoutée « la plus juste » jamais conçue au monde. Des modes semblables de taxation sont déjà en vigueur dans 48 autres pays.

C'est en vain que le néo-démocrate Lorne Nystrom a lancé un appel aux conservateurs afin qu'ils soient « au moins un peu dé-

mocratiques ». Il est déjà acquis, a mentionné le député, que la simple administration de la nouvelle Taxe sur les produits et services coûtera plus de 15 milliards \$ au cours des dix prochaines années. « Cela devrait pourtant suffire à convaincre le gouvernement de faire marche arrière », a dit M. Nystrom.

Pendant ce temps, l'opposition continue de s'organiser contre la TPS. C'est ainsi que le Mouvement pour la justice fiscale a révélé hier que plus de 90 000 entreprises canadiennes, dont les profits totaux ont atteint la somme de 27 milliards \$ en 1987, n'ont pas versé le moindre sou d'impôt au fisc.

Pendant la même année, les contribuables canadiens payaient quant à eux en impôts quelque 60 milliards \$.

Des données qui confirment à nouveau le parti-pris d'un gouvernement qui veut compenser les taxes qu'il ne perçoit pas auprès de la grande entreprise par la création d'une TPS « qui ne rencontre aucun des critères d'un système fiscal équitable », a soutenu en conférence de presse l'économiste Duncan Cameron.

La TPS est injuste, a dit M. Cameron, parce qu'elle n'épargne pas les mal-nantis, elle est inefficace parce qu'elle obligera le gouvernement à mettre sur pied une bureaucratie énorme et elle est coûteuse parce qu'elle n'est pas encore appliquée que les préparatifs pour sa mise en place ont déjà coûté 1 milliard \$.

« Pas surprenant que les gens soient si cyniques », a affirmé M. Tony Clark, du Réseau Pro-Canada.

Le Mouvement pour la justice fiscale regroupe une vingtaine d'organisations, dont les trois

principales centrales syndicales québécoises, le Congrès du travail du Canada et le Réseau Pro-Canada. Dans un effort de mobilisation de l'opinion publique, il organise pour les 7 et 9 avril prochains des votes populaires contre la TPS à travers tout le pays.

L'économiste Cameron a dressé la liste de 14 entreprises qui ont fait des profits excédant 10 milliards \$ et qui n'ont pas payé un sou en impôts. Qui plus est, la plupart d'entre elles ont fait de substantielles contributions électorales au Parti conservateur.

C'est ainsi, par exemple, que Xerox du Canada a fait il y a deux ans des contributions au PC de près de 12 000 \$, sans payer par ailleurs d'impôts sur des profits de 74 millions \$.

Une autre liste est dressée par M. Cameron, identifiant sept grandes entreprises qui, en plus de ne payer aucun impôt, ont reçu des crédits d'impôt du gouvernement fédéral. C'est le cas notamment de la compagnie Goodyear, qui a fait des profits de 11 millions \$ tout en touchant des crédits de 1,4 million \$.

L'Assemblée des premières nations et son leader Georges Erasmus étaient aussi à Ottawa hier pour dénoncer les politiques budgétaires du gouvernement Mulroney.



Georges ANGERS

## L'héritage de Jean Campeau

En présentant hier son dixième et, vraisemblablement, dernier rapport annuel en tant que président du conseil et directeur général de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, Jean Campeau n'avait qu'une recommandation à faire à son éventuel successeur : garder les premiers vice-présidents de la Caisse.

Certes, l'héritage que laissera dans quelques mois Jean Campeau, après ses dix ans passés à la tête de ce qui est devenu la plus importante institution d'investissement au Canada, comportera plusieurs éléments.

### Investisseur actif

Sous son règne, la Caisse aura transformé son rôle d'investisseur passif en celui d'un intervenant très actif, trop actif même selon certains qui ont eu à s'y frotter.

Plus souvent qu'à son tour, la Caisse s'est en effet retrouvée au cœur de l'actualité; la fameuse loi fédérale S-31 qui avait empêché Power Corporation, avec l'appui de la Caisse, de prendre le contrôle de Canadian Pacific, le pusch ayant amené Pierre Lortie à la tête de Proviso, l'acquisition de Steinberg par Michel Gaucher. Ce ne sont là que la pointe de l'iceberg.

En fait, l'action de la Caisse, sous la gouverne de Jean Campeau, s'est multipliée, s'est élargie, s'est ouverte. Elle est demeurée fondamentalement bailleur de fonds, bien entendu, mais elle s'est faite également promoteur, mailleur, entrepreneur parfois.

C'est pourquoi, même si Jean Campeau répétait hier que la Caisse ne peut pas et ne veut pas tout faire, son influence, à lui et à l'institution qu'il dirigera encore pendant quelques mois, est devenue telle qu'on s'est pris à croire qu'elle pouvait tout faire, même redresser l'économie du Québec lorsque celle-ci est chancelante. Elle ne le peut certainement pas, mais la Caisse est tout de même devenue une organisation très puissante.

Cette puissance acquise, ce n'est pourtant pas ce dont Jean Campeau est le plus satisfait.

### Rendement supérieur

En réalité, M. Campeau est surtout fier de la performance financière de la Caisse qui, au cours des huit dernières années et dans tous les secteurs où elle a investi, a réussi à surpasser la moyenne de rendement observée dans l'industrie de la gestion des placements.

Qu'il s'agisse des marchés boursiers, des marchés obligataires, de l'immobilier ou de l'hypothécaire ou encore du marché monétaire, les gestionnaires de la Caisse ont réussi à battre les grands indices de référence.

Or une telle performance n'a rien d'abstrait puisqu'elle a signifié quelque 3 milliards de plus, au cours de cette période de huit ans, dans les coffres des différents déposants à la Caisse, les principaux étant la Régie des rentes du Québec, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances des employés des secteurs public et parapublic, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Commission de la construction du Québec.

Or cette performance d'ensemble, Jean Campeau est le premier à l'admettre, ce n'est pas lui qui l'a réalisée mais une équipe et une organisation qu'il a réussi à monter, à diriger et, surtout, à inspirer.

### Les hommes de Campeau

Au sommet de la pyramide de la Caisse, on retrouve cinq premiers vice-présidents, cinq noms relativement peu connus du grand public mais qui sont probablement l'héritage le plus important que Jean Campeau laissera à la Caisse.

— CLAUDE FERLAND, né à Joliette en 1944 (ce qui en fait le doyen, en âge), premier vice-président, Placements à revenu fixe (18 milliards \$). Il est entré à la Caisse en 1986 après avoir occupé divers postes dans le milieu financier, à la Banque de Montréal, à la Banque Provinciale et chez Desjardins.

— MICHEL NADEAU, né à Québec en 1946, premier vice-président Planification et Relations avec les déposants. Entré à la Caisse en 1984, il assume également, par intérim, la supervision des portefeuilles d'actions canadiennes et étrangères (12 milliards \$). C'est lui qui a le mandat de concevoir le plan directeur des investissements. Avant de se joindre à la haute direction de la Caisse, il avait été pendant dix ans journaliste au Devoir.

— DANIEL PAILLE, né à Montréal en 1950, premier vice-président responsable des participations de la Caisse. Il est entré à la Caisse en 1988 après une carrière dans la fonction publique québécoise où il a notamment assumé la responsabilité du programme de privatisation des sociétés d'État entrepris par le gouvernement Bourassa à partir de 1985.

— SERGE REMILLARD, né à St-Jean-sur-le-Richelieu en 1949, est le dernier venu à la haute direction de la Caisse qu'il n'a jointe qu'en janvier 1989. Premier vice-président Administration et Contrôle, il a occupé diverses fonctions au sein de l'administration publique québécoise. Il a également été directeur général du Parti libéral du Québec.

— JEAN-CLAUDE SCRAIRE, né à Montréal en 1946, premier vice-président Affaires juridiques et institutionnelles et Placements immeubles. Avocat de formation, il est entré à la Caisse en 1981 après avoir exercé comme avocat en pratique privée et occupé différents postes de direction dans l'administration publique québécoise.

Cinq « p'tits Québécois », secondés par quelques dizaines d'autres, que Jean Campeau a en quelque sorte présentés hier comme son vrai bilan.

## La Jeune chambre en France

En septembre prochain, la Jeune chambre de commerce du Québec métro donnera suite à un projet de déléguer de 15 à 20 de ses 400 membres en France, dans le cadre d'un programme de jumelage et d'échange de perfectionnement professionnel avec des Jeunes chambres économiques de France.

Marc Fournel, président et vice-président de cet organisme, étaient en mission à Québec hier, avec le président national des JCE de France, M. Jean-Philippe Ackerman, afin d'étudier les possibilités d'assumer l'accueil des Québécois en France, d'étudier les possibilités de financement et de discuter de collaboration avec leurs collègues du Québec.

Les premières démarches de ce programme d'échange ont été amorcées en novembre dernier par le président de la Jeune chambre régionale, M. Philippe Côté, contrôleur de la compagnie de construction Stetmar inc., de Québec.

par RÉAL LABERGE  
LE SOLEIL

Des représentants de la Jeune chambre économique de Reims, soit Jean-Michel Jacquet et Jean-

# QUÉBEC TORONTO

# 99\$

Sans aucune restriction\*.

Communiquiez avec votre agent de voyages ou appelez Intair.  
Québec: (418) 692-1031  
En région, sans frais: 1 800 361-0200.

\*Ce tarif aller simple est en vigueur jusqu'au 30 avril 1990 sur tous les vols directs et sans escale. Aucune promotion ne s'applique à cette offre.

INTAIR

### CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE  
COMPOSEZ **647-3270**

OU ÉCRIVEZ A CARRIÈRES ET PROFESSIONS LE SOLEIL, C.P. 1947, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J9  
Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 90. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

---

### DESSINATEUR EN MÉCANIQUE (MACHINERIE)

Expérience minimale de 5 ans. Salaire selon compétence. Travail sur chantier de construction.

G. TORNO QUÉBEC INC.  
Léo Noël  
1-796-3180

## À propos de votre déclaration de revenus de 1989...

**Le Guide est facile à suivre. Mais si vous avez des questions, communiquez avec des gens attentionnés.**



Louise Côté, Revenu Canada, Impôt

Pour remplir votre déclaration de revenus, rassemblez d'abord les divers feuillets de renseignements (T4, T5, etc.) que votre employeur et les institutions financières avec lesquelles vous faites affaire doivent vous envoyer d'ici la fin février. Rassemblez également tous les reçus qui appuient vos déductions d'impôt. Vous avez déménagé? N'oubliez pas de nous donner votre nouvelle adresse.

Assurez-vous bien que votre déclaration de revenus est complète. C'est la condition essentielle pour qu'elle soit traitée rapidement et, si vous avez droit à un remboursement, il vous parviendra d'autant plus vite.

Il se peut que vous ne trouviez pas toutes les réponses à vos questions dans le Guide d'impôt général. Vous voudrez peut-être alors obtenir un des guides qui traitent d'un sujet particulier, comme

celui sur les Dépenses d'emploi ou celui sur les Frais de garde d'enfants.

Faites-en la demande en nous téléphonant au numéro indiqué dans le Guide général ou en vous présentant à votre bureau de district. La liste des guides particuliers se trouve, bien sûr, dans le Guide général.

Cette année, votre Guide d'impôt général est accompagné d'une table élargie allant jusqu'à un revenu imposable de 55 605 \$. Ainsi, la plupart des Canadiens n'auront pas à faire de calculs détaillés. Le formulaire de cette année vous facilite également le calcul de l'intérêt des Obligations d'épargne du Canada.

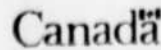
Si vous avez encore des questions, soyez assuré que nous sommes là pour vous aider. Il suffit de téléphoner à votre bureau de district ou de vous y présenter. Nos agents vous y attendent.

Des gens attentionnés pour répondre à vos questions.



Revenu Canada Impôt

Revenue Canada Taxation



## L'OPEP réunie à Vienne aujourd'hui

VIENNE (AFP) — Plusieurs ministres du Pétrole de l'OPEP sont arrivés hier à Vienne, à la veille de l'ouverture de la réunion de leur comité de surveillance, qui doit examiner à partir d'aujourd'hui les perspectives de l'offre et de la demande pétrolière au second trimestre.

Le ministre vénézuélien Celestino Armas a confirmé que les 13 pays de l'OPEP ne devraient pas modifier l'accord du mois de novembre sur le volume de la production de brut de l'OPEP et les quotas nationaux.

« Nous ne pensons pas prendre de décision pour le second trimestre », a-t-il indiqué, tout en ajoutant que les ministres allaient également examiner les perspectives de l'offre et de la demande pour la deuxième moitié de l'année, en vue de leur conférence ministérielle du mois de mai.

Le ministre équatorien Diego Tamariz n'a toutefois pas exclu une modification du plafond. « Cela dépend des conclusions de l'analyse » des perspectives de l'offre et de la demande.

En novembre dernier, l'OPEP avait fixé un plafond de production de 22 millions de barils par jour (mbj) pour le premier semes-

tre et s'était mis d'accord sur une nouvelle répartition des quotas.

Toutefois, selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), la demande en brut adressée à l'OPEP devrait retomber de 23 mbj au premier trimestre à 20 mbj environ au second. Or la production réelle de l'OPEP a largement dépassé le plafond fixé et s'est établie en février à 23,2 mbj, certains analystes l'évaluant même à près de 24 mbj.

L'érosion continue des cours internationaux du brut — le Brent de mer du Nord est retombé à 18,35 \$ le baril hier alors qu'il était monté à 22,25 \$ début janvier — pourrait de ce fait s'amplifier, selon les analystes pétroliers.

### Le Québec ler dans la sélection des C.M.A.



La Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec annonce que les résultats de ses candidats au titre de C.M.A. lors des épreuves du Concours national de sélection de janvier 1990 ont été supérieurs à ceux enregistrés dans le reste du Canada, et ce, dans deux épreuves du concours, soit comptabilité financière et synthèse. Ci-contre, les trois meilleurs candidats pour le Québec. Dans l'ordre habituel, M. Claude Bourbonnière, 1er en comptabilité de management et Mmes Hélène Bergeron et Efriede Gebhard, respectivement 1ère à l'épreuve de synthèse et en comptabilité financière. Mme Gebhard s'est classée 1ère au Canada dans cette dernière épreuve.

## CHEZ SEARS

**N'OUBLIEZ PAS AUCUN ACOMPTE À PAYER SUR APPROBATION DU SERVICE DU CRÉDIT.**

Cette offre s'applique à tout article de 200\$ et plus des rayons ameublement, électroménagers, électronique, parures sur mesure pour fenêtres et revêtements de sol. Détails en magasin.

L'offre 'Ni paiement' est en vigueur dans les magasins et bureaux de vente Sears et dans tous les catalogues courants Sears jusqu'au samedi 17 mars 1990.

## RÉCLAME UN JOUR

# SUPER PLUS DE SAMEDI



## PLUS DE 125 APPAREILS KENMORE EN RÉCLAME

### Rabais

**10\$ - 100\$†**

SUR UNE SÉLECTION DE CUISINIÈRES 1 JOUR SEULEMENT

Modèles autonettoyant ou à nettoyage facile. 19 modèles sont en solde.

### Rabais

**10\$ - 50\$†**

SÉLECTION DE HOTTES

Choix de 7 hottes du modèle de base au modèle 'Hi-tech'.

### Rabais

**40\$ - 100\$†**

TABLES DE CUISSON À ENCASTRER

Modernisez votre cuisine et voyez comme nos fours et tables de cuisson à encastrer sont pratiques. Choix de 15 modèles d'appareils à encastrer.

### Rabais

**10\$ - 100\$†**

CHOIX DE 15 LAVE-VAISSELLE

Optez pour celui qui convient à vos besoins... portatifs ou à encastrer!

### Rabais

**10\$ - 50\$†**

13 MICRO-ONDES SONT EN RÉCLAME

Notre gamme comprend des modèles compacts, moyens et de grands formats. Faites votre choix!

### Rabais

**10\$ - 30\$†**

MEUBLES POUR MICRO-ONDES, RANGEMENT

Profitez au maximum de l'espace dans votre cuisine avec un de nos meubles résistants en blanc ou fini veiné bois.

### Rabais

**50\$ - 200\$†**

CHOIX DE 11 RÉFRIGÉRATEURS

Quelle sélection! Modèles compacts de très grande capacité ou à sections côte à côte.

### Rabais

**20\$ - 80\$†**

CHOIX DE 10 CONGÉLATEURS EN SOLDE

Modèles verticaux ou coffre en un choix de formats. Optez pour celui qui convient à vos besoins!

### Rabais

**10\$ - 90\$†**

SUR UN CHOIX DE 10 LAVEUSES KENMORE

Du modèle compact ou modèle de grande capacité... voyez les tous chez Sears. La plupart en blanc ou ton amande.

### Rabais

**10\$ - 50\$†**

CHOIX DE 9 SÈCHEUSES KENMORE

Du modèle 4 programmes au modèle 8 programmes.

### Rabais

**30\$ - 220\$†**

CHOIX DE 12 ASPIRATEURS KENMORE

Notre choix comprend des modèles portatifs, verticaux et traîneaux.

### Rabais

**10\$ - 300\$†**

MACHINES À COUDRE ET MEUBLES

Voici l'occasion de vous procurer le modèle que vous voulez! Choix de 6 modèles; de 2 à 100 points. Meubles de différents formats.

## SUPER ACHATS AU RAYON DE L'ÉLECTRONIQUE

### Rabais

**10%†**

TOUS LES TÉLÉCOULEURS EN STOCK

### Rabais

**10%†**

TOUTES LES CHAÎNES STÉRÉO DE MARQUES CONNUES

### Rabais

**10%†**

CALCULATRICES, CALCULATRICES IMPRIMANTES

### Rabais

**10%†**

TOUS LES MEUBLES POUR TÉLÉVISEURS/ MAGNÉTOSCOPES

### Rabais

**10%†**

TOUS NOS MAGNÉTOSCOPES VHS

### Rabais

**20%†**

TOUTES LES MACHINES À ÉCRIRE EN STOCK

### Rabais

**10%†**

TOUS LES CLAVIERS ÉLECTRONIQUES

### Rabais

**15%†**

TOUS LES CLASSEURS ET MEUBLES DE BUREAU EN STOCK



POSSIBILITÉ DE CRÉDIT

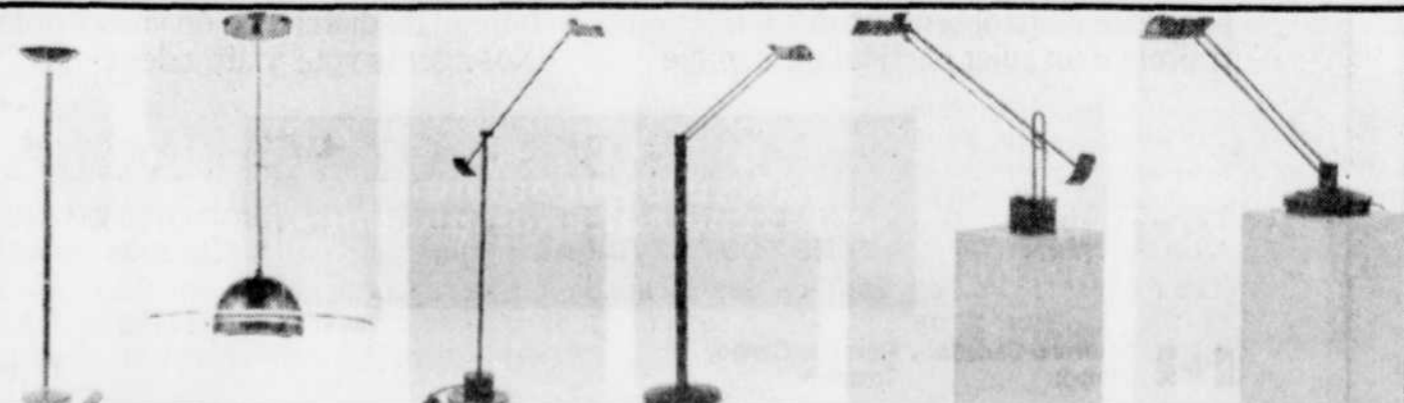
## RABAIS 15%

SUR UNE SÉLECTION DE SUSPENSIONS ET DE LAMPES HALOGÈNES

Approuvées par l'ACNOR

Sears ord. 99,99\$ à 189,99\$

**84<sup>99</sup>** à **160<sup>99</sup>** ch.



## Le graphite de Mazarin n'intéresse plus Princeton

Coup dur pour Mazarin : Princeton Mining Corp. n'a pas donné suite à son projet d'investissement pour la mise en valeur du gisement de graphite du Lac Knife, non loin de Fermont.

par JEAN-DIDIER FESSOU  
LE SOLEIL

Filiale de Cassiar Mining Corp., de Vancouver, Princeton Mining s'était entendue avec Mazarin inc. pour investir 14 millions \$ dans la mise en exploitation du gisement de graphite de Fermont en échange d'un intérêt de 50 % dans l'affaire.

Finalement, rapporte The Morning Miner dans sa dernière édition, Princeton Mining n'ira pas de l'avant dans ce projet.

Ce projet, rappelons-le, aurait

permis à Mazarin de recevoir 5 millions \$ en contrepartie d'une émission de 2 millions d'actions au prix unitaire de 1,50 \$ et d'un autre million d'actions au prix de 2 \$ dans les douze mois.

En outre Princeton Mining aurait investi 9 millions \$ dans le projet de Fermont par le biais d'une filiale qui aurait été spécialement créée à cet effet et qui aurait été contrôlée à parts égales par Mazarin et Cassiar. Son siège social aurait été situé à Québec et M. Régis Labeaume y aurait assumé la présidence du conseil

d'administration.

Par ailleurs Princeton s'était engagée à garantir le financement restant du projet de Fermont, dont le coût total est évalué à 32 millions \$ et dont le début des travaux pour la mise en exploitation était prévu pour le mois d'avril.

Mazarin est une société d'exploration minière contrôlée et dirigée par M. Régis Labeaume. Ayant son siège social à Québec, elle est cotée à la bourse de Montréal et ses actions (accréditées) se transigent actuellement aux alentours de 65 cents.

Princeton est une filiale de Cassiar, une entreprise minière ayant pignon sur rue à Vancouver.

Ayant des bureaux de vente dans 47 pays, elle est active dans les secteurs du cuivre et de l'amiante.

Fait cocasse à noter, il existe une autre société minière basée à Vancouver, ayant pour nom Princeton Gold Mines Ltd. et qui possède des intérêts dans un gisement de graphite situé dans le nord de l'Ontario. Il n'y a aucun lien de parenté entre les deux entreprises.

Aujourd'hui il ne reste plus à Mazarin qu'à trouver d'autres partenaires pour la mise en exploitation de son gisement de graphite de Fermont. Des négociations, semble-t-il, seraient amorcées avec d'autres investisseurs.

**loto-québec** **Résultats**

Tirage du 90-03-14



**2 11 30 34 38 44**

No complémentaire: **49**

**GAGNANTS LOTS**

6/6	0	2 123 595,80 \$
5/6+	10	80 224,70 \$
5/6	220	2 788,50 \$
4/6	13 030	90,50 \$
3/6	254 431	10,00 \$

VENTES TOTALES: 16 140 915 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 4 300 000 \$

PROCHAIN TIRAGE: 90-03-17

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# SAMEDI SEARS!

## 1000 ARTICLES POUR LA MAISON

### 17 MARS 1990 CHEZ SEARS



**PLUS DE 500 MEUBLES À BONS PRIX**

**Rabais**  
**45% - 50%**†  
ENS. DE MATELAS  
SEARS-O-PEDIC

**Rabais**  
**80\$ - 150\$**†  
MOBILIERS DE SALON  
CHOISIS

**Rabais**  
**10% - 25%**†  
SÉLECTION DE  
CANAPÉS-LITS

**Rabais**  
**15% - 25%**†  
TOUTES NOS TABLES  
À CAFÉ ET DE BOUT

**Rabais**  
**15% - 25%**†  
ÉLÉMENTS MURAUX, VITRINES,  
MEUBLES AUDIO/VIDÉO

**Rabais**  
**50%**†  
MOQUETTES CHOISIES  
À ENVERS MOUSSE

**Rabais**  
**10% - 30%**†  
TOUS LES FAUTEUILS  
ARTICULÉS EN STOCK

**Rabais**  
**60\$ - 700\$**†  
MOBILIERS DE SALLE  
À MANGER CHOISIS

**Rabais**  
**10%**†  
TOUS LES PANNEAUX  
DE CHEVET

**Rabais**  
**20\$ - 100\$**†  
MOBILIERS DE  
CUISINE CHOISIS

**Rabais**  
**25%**†  
TOUS LES ACCESSOIRES  
DE DÉCORATION

**Rabais**  
**15% - 20%**†  
TOUS LES TAPIS D'APPOINT  
ET TAPIS TRESSÉS

**Rabais**  
**20% - 25%**†  
TOUS LES MEUBLES POUR  
CHAMBRE DES JEUNES

**Rabais**  
**100\$ - 900\$**†  
TOUS LES MOBILIERS POUR  
CHAMBRE DES MAÎTRES

**Rabais**  
**25% - 50%**†  
TOUTE NOTRE SÉLECTION  
DE REVÊTEMENTS DE SOL  
EN VINYLE

**Rabais**  
**15% - 25%**†  
TOUS NOS  
PARQUETS

**Rabais**  
**15% - 30%**†  
TOUTE NOTRE SÉLECTION  
DE LAMES POUR PARQUETS

**Rabais**  
**25% - 30%**†  
SÉLECTION DE  
TAPIS DÉCORATIFS

**Rabais**  
**150\$ - 200\$**†  
MOQUETTES CHOISIES EN  
NYLON ET LAINE

**Rabais**  
**60%**†  
LA FOIRE DU TAPIS!  
GRAND CHOIX DE COUPONS  
Le choix peut varier selon les magasins

**Rabais 20%**  
**additionnel**  
SUR SÉLECTION  
DE VÊTEMENTS À  
PRIX DÉJÀ RÉDUITS

Pour hommes, femmes et enfants sauf articles déjà en réclame. Recherchez les presentoirs avec ballons verts

**Rabais 40%**  
**additionnel**  
SUR SÉLECTION  
DE VÊTEMENTS À  
PRIX DÉJÀ RÉDUITS

Pour hommes, femmes et enfants sauf articles déjà en réclame. Recherchez les presentoirs avec ballons rouges

**Super aubaine**  
**84<sup>99</sup>**  
ch.  
TOIT OUVRANT 15 X 30''  
A panneau amovible en verre trempé à pointillé en céramique, approuvé D.O.T. Loquet à 1 poignée. Installation en sus. Rabais 25\$ sur le prix de l'installation.  
Non offert à nos magasins de Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Granby

VENEZ DÈS DEMAIN... EN RÉCLAME 1 JOUR SEULEMENT!



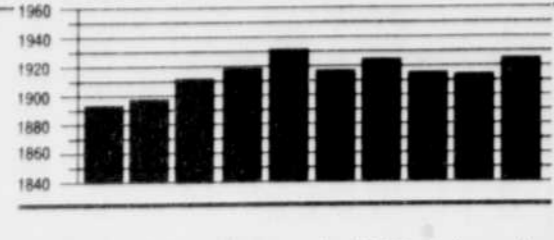
vous en avez pour votre argent...et plus

<p><b>SATISFACTION OU REMBOURSEMENT</b></p> <p style="font-size: x-small;">Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Québec, Place Fleur de Lys, 529-9861, Ste-Foy, Place Laurier, 658-2121, Lévis, Galeries Chagnon, 833-4711.</p>	<p><b>SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA</b></p>	<p><b>LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA</b></p>	<p><b>LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN</b></p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

Copyright Canada, 1990, Sears Canada Inc.

LE MARCHÉ BOURSIER

MONTREAL Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 1966,72, en hausse de 11,52. Volume des transactions : 5,2 millions d'actions. Titres en hausse : 155. Titres en baisse : 141. Titres inchangés : 166.

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Titres', 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Chang'. Lists various companies like Alcan, Bell, and various banks.

Table of stock market data for Montreal, continuing from the previous table with more company names and their respective market movements.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

TORONTO Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 3757,39, en hausse de 22,76. Volume des transactions : 26,4 millions d'actions. Titres en hausse : 151. Titres en baisse : 274. Titres inchangés : 325.

Table of stock market data for Toronto, including columns for 'Titres', 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Chang'. Lists various companies like Alcan, Bell, and various banks.

Table of stock market data for Toronto, continuing from the previous table with more company names and their respective market movements.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks in Toronto, including company names, volume, and price changes.

LA BOURSE AMERICAINNE

Table of US stock market data, including columns for 'Titres', 'Ventes', 'Hausse', 'Baisse', and 'Chang'. Lists various US companies like IBM, Microsoft, and various banks.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

LES TITRES LES PLUS ACTIFS

Table listing the most active stocks, including company names, volume, and price changes.

NEW YORK Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 2695,72, en hausse de 7,88. Volume des transactions : 144,4 millions d'actions. Titres en hausse : 740. Titres en baisse : 668. Titres inchangés : 531.

Table listing various stock indices and their performance over the last 10 days, including categories like -A et B-, H-A-L, and -M-A-O-.

LES FONDS MUTUELS

Table listing various mutual funds, their managers, and performance metrics.

LES OPTIONS TRANSIGÉES

Table listing various options transactions, including call and put options for different stocks.

LE DOLLAR

NEW YORK (AFP) — Le dollar, victime de prises de bénéfices, s'est nettement replié face à la plupart des monnaies hier à New York sur un marché actif, tandis que les cours de l'or demeurent stables.

Table listing exchange rates for various currencies, including the Canadian dollar, British pound, and Japanese yen.

LES OBLIGATIONS

TORONTO (PC) — Baisse des cours et activité calme, jeudi dans le marché canadien des obligations. Le court terme a baissé d'un huitième de point.

Table listing various bonds and their yields, including government and corporate bonds.

LES MONNAIES

TORONTO (PC) — Voici les taux des devises étrangers tels que fournis, jeudi, par le Banque de Montréal. Les cotés sont en devise canadienne.

Table listing exchange rates for various international currencies, including the Euro, Swiss franc, and Australian dollar.

LES BESTIAUX

MONTREAL (PC) — Les arrivages au marché aux bestiaux de Montréal cette semaine totalisent 693 bovins, 774 vaches et 19 porcins.

Table listing prices for various types of livestock, including cattle, pigs, and sheep.

LES DENRÉES

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmissibles, 5,25 \$ première cat., 5,22 \$ 2e cat., 5,19 \$ 3e cat.

Table listing prices for various commodities, including wheat, corn, and soybeans.

LES BÉNÉFICES

Pris payés aux producteurs d'œufs au Québec: A-extra-gros, 1,08 \$; A-gros, 1,08 \$; A-moyens, 0,97 \$.

Table listing prices for various types of eggs and other food products.

LES DIVIDENDES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus jeudi, par les grossistes dans la région métropolitaine.

Table listing prices for various fruits and vegetables, including tomatoes, onions, and potatoes.

LES FRUITS ET LÉGUMES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus jeudi, par les grossistes dans la région métropolitaine.

Table listing prices for various fruits and vegetables, including apples, oranges, and carrots.

LES MONNAIES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus jeudi, par les grossistes dans la région métropolitaine.

Table listing prices for various fruits and vegetables, including mushrooms, peas, and beans.

LES DIVIDENDES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus jeudi, par les grossistes dans la région métropolitaine.

Table listing prices for various fruits and vegetables, including corn, peas, and beans.

LES DIVIDENDES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus jeudi, par les grossistes dans la région métropolitaine.

Table listing prices for various fruits and vegetables, including corn, peas, and beans.

LES DIVIDENDES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus jeudi, par les grossistes dans la région métropolitaine.

Table listing prices for various fruits and vegetables, including corn, peas, and beans.

# NEUF

## VIRGULE

# NEUF

## POUR CENT

### (9,9%)\*

## SUR LA CHEVROLET CAVALIER ET LA PONTIAC SUNBIRD

Les paroles s'envolent mais ce qui est écrit demeure. GM du Canada offre un taux de financement de 9,9% sur la Cavalier et la Sunbird. Le plan de financement dure 48 mois, mais cette offre se termine le 24 mars 1990, elle, 9,9% du 12 février au 24 mars 1990, c'est écrit.

L'offre s'applique à tous les véhicules neufs 1990 et des années précédentes des Chevrolet Cavalier et Pontiac Sunbird achetés à partir du stock d'un concessionnaire. Tous ces modèles sont offerts en quantité limitée et ils ne sont pas nécessairement disponibles chez tous les concessionnaires. L'offre est en vigueur à compter du 12 février 1990 jusqu'à la fermeture des bureaux le 24 mars 1990 ou jusqu'à épuisement des stocks. L'acheteur sera tenu de payer les taxes applicables, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport au moment de l'achat. Toutes les demandes de crédit devront être approuvées par GMAC qui se réserve le droit d'exiger un acompte si le crédit de l'acheteur ne répond pas à ses normes. L'offre de financement à 9,9% sans montant limité, est réservée aux acheteurs au détail admissibles qui financent leur achat pour une durée maximale de 48 mois et minimale de 12 mois auprès de GMAC. Voyez votre concessionnaire GM participant pour connaître tous les détails, incluant les économies offertes par le programme Location Plus™ s'appliquant aux locations au détail.



PONTIAC

G A R A N T I E  
D E 3 A N S / 8 0 0 0 0 K M